

# Plus de 100 agressions par jour contre les représentants de l'autorité en France

Toutes ces affaires participent d'une même cosmogonie qui est la haine contre la police et l'autorité

PATRICE RIBEIRO,  
SECRETARE GÉNÉRAL  
DE SYNERGIE-OFFICERS

Cérémonie d'hommage national à Stéphanie Monfermé assassinée par un terroriste islamiste au commissariat de Rambouillet, le 23 avril.

ANTONIN BURAT /  
HANS LUCAS VIA AFP

JEAN-MARC LECLERC @leclercjm

PAS MOINS de 104 agressions par jour de représentants de l'autorité depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Policiers, gendarmes, pompiers, militaires, ils ont donc été plus de 28 500, en neuf mois, à subir des violences. Un rythme effarant qui ne varie quasiment pas depuis la séquence, pourtant exceptionnelle, des « gilets jaunes » l'année passée.

La dernière attaque mortelle à dimension djihadiste visant les forces de l'ordre est celle d'un fonctionnaire de police poignardé, le 23 avril dernier, au commissariat de Rambouillet (Yvelines), par un ressortissant tunisien de 36 ans. La « Grande Maison » devait également déplorer, le 5 mai, la mort du brigadier Eric Masson, tué par balle sur un point de vente de stupéfiants à Avignon. « La banalisation des attaques contre les porteurs d'uniforme est en marche », déplore un cadre du syndicat Alliance (majoritaire chez les gradés et gardiens).

En quelques semaines, les faits divers semblent s'être intensifiés, comme si se produisait une forme d'accélération. Déjà, le 6 septembre, à Marseille, quelques jours seulement après la visite du président de la République venus annoncer un plan d'urgence pour la ville, la police locale subit une attaque digne d'une scène de film. Alors qu'elle réalise une arrestation dans le cadre d'une opération antidroge, le dealer est libéré sur place par une véritable horde qui récupère aussi la grosse somme en liquide qui venait d'être saisie. Durant ce raid improvisé, l'un des fonctionnaires molesté a reçu un coup de bâton derrière la tête. Bilan : 10 points de suture et 7 jours d'ITT.

## Menaces d'un nouveau genre

Le 11 octobre, deux sapeurs-pompiers, des policiers et agents de GRDF sont agressés lors d'une banale intervention sur le réseau de gaz, au Blossne à Rennes. Jets de projectiles, tirs de mortiers de feux d'artifice, la mini-émeute a marqué les esprits dans cette ville qui n'a pourtant pas la réputation sulfureuse des quartiers nord de la Cité phocéenne. Le 17 octobre, c'est dans la région lyonnaise, à Pierre-Bénite, que deux policiers intervenant sur une rixe sont pris à partie. L'un d'eux est roué de coups à l'aide d'un bâton. Le 29 octobre, l'inquiétante escalade prend la forme de menaces d'un nouveau genre sur les murs d'une cité. Dans un hall d'immeuble sont découverts, à l'endroit même d'un lieu de deal bien identifié, à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne), des tags promettant des sommes d'argent pour divers sévices à infliger à des fonctionnaires de police. Par exemple : « Couper la tête d'un policier », « violer une poli-

cière » contre 500 000 euros de récompense. Un « jet de boule de pétanque » sur une patrouille serait, lui, gratifié de 200 euros. L'émoi dans les syndicats de police est immédiat et le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, se rend sur place pour dire son soutien à ses troupes, alors qu'une enquête est diligentée pour tenter de remonter aux graffiteurs anonymes.

Las ! Rien n'arrête les provocations, tant les gangs de voyous qui se livrent à ces dévifs se nourrissent de la publicité qu'elles engendrent. Et c'est là tout le débat sur les effets parfois pervers de la médiatisation de ces phénomènes. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, en tout cas, à deux pas du fief électoral du premier flic de France, le commissariat de Ville-neuve-d'Ascq (Nord) est attaqué au mortier de feu d'artifice. Comme tant d'autres avant lui. La fièvre n'est pas retombée que, le jour même, un policier hors service est agressé, dans le train qui le ramène chez lui dans le Val-d'Oise, par quatre voyous qui l'ont suivi depuis la gare du Nord, parce qu'ils l'avaient reconnu. L'agent, courageux, n'a pas fait usage de son arme de service pour se défendre et a bataillé pour conserver son portefeuille et son téléphone que les assaillants ont tenté de lui dérober, avant de s'enfuir. Il souffre aujourd'hui d'un profond traumatisme. Ses agresseurs ont certes été identifiés, arrêtés et placés derrière les barreaux, mais pour combien de temps ?

Pour Patrice Ribeiro, le patron de Synergie-officers, « toutes ces affaires participent d'une même cosmogonie qui est la haine contre la police et l'autorité ». Il se demande surtout si la justice est suffisamment armée pour y répondre. ■

